

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



vendredi 26 novembre 2010

Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes »

MSRPP

Dans le cadre de la deuxième réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste (IS) qui s'est tenue du 15 au 16 novembre à Paris, Martine Aubry, a accueilli Ehud Barak, président du Parti Travailliste « israélien » et vice-président de l'IS. Cette réception d'un haut responsable sioniste, qui occupait les fonctions de ministre de la « défense » lors de l'attaque israélienne contre Gaza en décembre 2008-janvier 2009 qui a fait plus de 1.350 morts et 5.450 blessés, est un évènement qui illustre les liens étroits unissant le PS français aux dirigeants sionistes.

Militaire de carrière, Ehud Barak a activement participé aux guerres de 1967 et 1973 contre les Arabes. Surtout, il fut commandant adjoint des forces « israéliennes » lors de l'invasion sioniste du Liban en 1982 et s'est illustré dans les assassinats et attentats perpétrés contre de nombreux cadres de la résistance palestinienne en Palestine, au Liban et ailleurs.

L'accueil chaleureux réservé par les socialistes français à Ehud Barak, s'inscrit dans une longue tradition de politique coloniale commune :

Dans les années 1930, à la demande de Haïm Weizmann (premier président de l'entité sioniste en 1948), le socialiste Léon Blum s'est impliqué dans la colonisation sioniste de la Palestine pendant le mandat britannique. Après la guerre 1939-1945, l'ancêtre du PS, la SFIO, a continué de soutenir le mouvement sioniste tout en s'efforçant de préserver l'empire colonial français.

Le 29 novembre 1947, au moment du vote pour le partage de la Palestine et la création de l'entité sioniste aux Nations Unies, approuvé par la France, la République française était présidée par le socialiste Vincent Auriol et la SFIO participait au gouvernement.

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'« Israël », l'organe de la SFIO, « Le Populaire », écrivait : « Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations les leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique. De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévéra dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi " » [1].

A cette date, la Palestine est déjà occupée par les sionistes, et les Palestiniens qui ont laissé 14 813 morts sur le terrain sont en grande partie expulsés de leur terre. « Le Populaire » n'a pas évoqué ce nettoyage ethnique...

Reprenant les rênes du pouvoir le 1er février 1956, le gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet a préparé avec ses alliés sionistes et britanniques l'agression tripartite lancée contre l'Egypte nassérienne en octobre-novembre 1956 pour contrôler le canal de Suez. C'était l'occasion pour les socialistes français, qui avaient voté les « pouvoirs spéciaux », c'est-à-dire la torture généralisée, le 12 mars 1956 pour mater la Révolution algérienne, de renverser un gouvernement arabe qui soutenait activement le FLN algérien. Politique qui concordait parfaitement avec celle de l'entité sioniste et qui consistait à mettre à genoux le seul Etat arabe menaçant son hégémonie au Machrek.

Le même gouvernement de Guy Mollet a mis en œuvre la collaboration nucléaire entre la France et l'entité sioniste, avec la construction du réacteur nucléaire à Daymona dans le désert du Néguev. Cette arme sert jusqu'à aujourd'hui aux sionistes à maintenir l'ensemble du Machrek sous la menace d'une attaque nucléaire avec le soutien des puissances occidentales.

En 1991, la France gouvernée par les socialistes, entre en guerre contre l'Irak pour démanteler ce pays, affaiblir un des plus puissants pays arabes de la région, mettre la main sur ses richesses et ainsi protéger l'entité sioniste.

En accueillant Ehud Barak, le PS montre qu'il poursuit sa politique historique d'alignement sur le mouvement sioniste et l'entité qu'il a créée. Le PS reste dans le camp de l'oppression et

de la colonisation. Si demain il était amené à gouverner le pays, le PS mènera la même politique de soutien inconditionnel à l'entité sioniste que Nicolas Sarkozy. Il n'y a rien à attendre du PS en matière de soutien à la cause du peuple palestinien et plus généralement en matière de soutien aux luttes de libération des peuples colonisés.

Nous condamnons aussi l'affiliation de partis « arabes » [2] à l'Internationale Socialiste, dont l'un des vice-présidents est responsable de massacres et de la spoliation du peuple palestinien. Nous nous demandons au nom de quoi ces partis acceptent de participer à une Internationale aux côtés du Parti Travailleiste « israélien », qui participe activement depuis plus de soixante ans à la colonisation de la terre de Palestine ? Au nom de quoi ces partis acceptent-ils de se placer volontairement sous la tutelle des responsables du massacre de Gaza ?

La dénonciation des positions sionistes de l'Internationale Socialiste n'est pas pour nous une condamnation de la notion même de socialisme, qui est porteuse d'un désir de justice sociale et d'égalité réelle. Il est évident que ces désirs de justice et d'égalité ne peuvent être que dévoyés par des organisations défendant le projet colonial sioniste fondamentalement raciste et au service du système capitaliste et des grandes puissances.

S'il est désormais clair que la Palestine n'a rien à attendre du PS, elle n'en a guère plus à attendre des autres forces politiques de l'Hexagone, dont la politique oscille entre un alignement total sur la politique sioniste et une gestion humanitaire de la question palestinienne ponctuée par des appels incantatoires à une « paix » fausse et falsificatrice.

Pour le Mouvement de Soutien à la Résistance du Peuple Palestinien (MSRPP), le salut du peuple palestinien se trouve uniquement dans sa résistance et dans la capacité des peuples, notamment arabes, à la soutenir.

<http://msrpp.blogspot.com/>

[1] Dalloz Jacques, La création de l'Etat d'Israël, Paris, La Documentation française, 1993

[2] Partis membres de plein droit : Front des Forces Socialistes (Algérie), Parti Socialiste Progressiste (Liban), Union Socialistes des Forces Populaires (Maroc), Rassemblement des forces démocratiques (Mauritanie), Rassemblement constitutionnel démocratique (Tunisie) – Partis membres consultatifs : Fatah (Palestine), Forum démocratique pour le travail et les libertés (Tunisie), Parti socialiste yéménite (Yémen) – Partis observateurs : Parti démocratique jordanien de la gauche (Jordanie), Initiative nationale palestinienne (Palestine), Front Polisario (Sahara Occidentale).

<http://www.legrandsoir.info/Un-siecle-de-cooperation-coloniale-entre-les-sionistes-et-les-organisations-socialistes.html>